

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTERE DE LA PECHE ET DES
AFFAIRES MARITIMES

DIRECTION DES PECHEES MARITIMES

A Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CTOI

**Objet : Commentaires relatif au questionnaire 2014
de la CTOI relatif à l'Application**

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'au regard du traitement du questionnaire CTOI relatif à l'Application, la plupart des résolutions visées dans le cadre de la CTOI sont en vigueur au Sénégal. Mais en raison de la suspension des activités de pêche dans l'Océan indien, ces mesures ne sont applicables même si la mesure existe. C'est pourquoi, il est fait de la mention NON par référence aux années cibles. Aussi dans le commentaire qui suit nous faisons une brève description des actions potentielles pour l'application des mesures de gestion, de contrôle et de surveillance.

I - Suivi et contrôle et surveillance des navires au port de Dakar

Dans le cadre du suivi contrôle et surveillance des navires de pêche et la gestion, la Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches a pris les mesures préventives suivantes :

- L'élaboration d'un programme mensuel, mis en œuvre au quotidien par une équipe pour l'inspection et le contrôle des documents administratifs et les engins de pêche de l'ensemble des navires débarquant au port de pêche de Dakar ;
- La mise en œuvre des principes du ressort de l'Etat du Port par le contrôle et l'inspection de navires débarquant et n'ayant pas de licence au Sénégal.

II- SURVEILLANCE DES PECHEES EN MER

Pour lutter efficacement contre la pêche INN le Sénégal a adopté d'importantes mesures de surveillance des pêches.

Sur le plan juridique :

- ✓ Révision de la loi 98-32 portant code de la pêche et sur son décret d'application. En raison des changements institutionnels cette loi est toujours dans le processus d'adoption compte de l'élévation du niveau de sanction des infractions.
- ✓ Adoption d'un plan national de lutte contre la pêche INN (texte en cours de validation)
- ✓ Processus de ratification en cours des mesures du ressort de l'Etat du port.

Sur le plan opérationnel ;

- ✓ Application des dispositions relatives à l'inspection et au contrôle des navires conformément aux mesures du ressort de l'Etat du port : la vérification d'une autorisation de pêche ; la demande d'entrée au port, l'autorisation de débarquement ; la fiche de contrôle de captures, l'autorisation de transbordement ; l'inscription au registre)
- ✓ L'organisation de patrouilles maritimes et aériennes pour la surveillance
- ✓ La mise en service du VMS ;
- ✓ La mise en place d'un registre national des navires de pêche ;
- ✓ L'embarquement des observateurs à bord des navires étrangers ;

Les services compétents du Sénégal ont mis en place, en relation avec l'armement, les mécanismes pour s'assurer du respect des conventions internationales en matière de capture et de commercialisation des captures effectuées dans les eaux internationales.

Les conditions de délivrance de la présente autorisation et les obligations à remplir par l'armateur sont les suivantes :

La validité de l'ATP est fixée pour une période d'un (01) an renouvelable, à compter du 1er Avril 2006.

L'ATP devient caduque si un mois après la date de délivrance, le navire ne démarre pas ses activités en sortant de son port d'attache.

Au cas où il ne se produirait aucune activité dans le délai précité, le navire pourrait bénéficier d'une prolongation de ce délai à la condition de justifier ledit retard par une documentation suffisante et appropriée. Dans tous les cas, cette demande devra se faire dans les délais requis.

Les activités de pêche du navire ne doivent pas débiter avant la délivrance de l'ATP, ni se prolonger au-delà du délai en vigueur sauf prorogation dûment certifiée et notifiée, ou délivrance d'une nouvelle ATP.

Il est accordée au navire la possibilité d'effectuer plusieurs marées durant la période de validité de la présente ATP, sous réserve du respect de l'obligation de fournir toute les informations relatives à chaque marée.

Le navire est autorisé à exercer ses activités dans les eaux internationales de l'Océan Indien et du Pacifique.

La capture de l'Espadon devra se conformer aux recommandations de la CTOI et de Les instructions qui figurent en annexe de la présente ATP doivent être strictement respectées.

Du début à la fin de l'activité de pêche correspondant à chaque marée, l'armateur devra communiquer via télex, fax ou tout autre moyen approprié, à la Direction des Pêches Maritimes (DPM) et au minimum 72 heures à l'avance, la zone de pêche ainsi que les entrées et sorties du port.

En aucun cas, le navire ne pourra changer de zone de pêche sans disposer de l'ATP qui l'autorise expressément à pouvoir pêcher dans une nouvelle zone de pêche. Lorsque l'ATP l'autorise à pêcher dans deux ou plusieurs zones de pêche ou à passer d'une zone de pêche, à une autre autorisée, l'armateur doit communiquer tout changement de zone de pêche, à la Direction des Pêches Maritimes, dans les 24 heures qui suivent le changement.

L'armateur communiquera, sur la base d'une périodicité au moins mensuelle, la zone où se sont déroulées les activités de pêche des 30 derniers jours (délimités par des parallèles et méridiens) et le total des captures réalisées en faisant ressortir la distinction entre les espèces capturées durant cette période.

L'armateur communiquera par la même voie, dans les 48 heures qui suivent, toutes les opérations de transbordement de captures ou de débarquement physique dans un pays tiers et les dates correspondantes.

Transbordement : il est fait obligation à l'armateur de communiquer la date et le lieu ainsi que les coordonnées géographiques (s'il est réalisé au port ou en mer), la quantité transbordée et le port de destination de la capture transbordée.

Débarquement dans un pays tiers : L'armateur doit faire constater la quantité à débarquer en tonnage et par espèces et préciser le pays et l'endroit de débarquement.

Les armateurs et/ou capitaines des bateaux devront respecter les obligations contenues dans les normes internationales de pêche établies à savoir :

L'existence à bord d'un journal de pêche dans lequel les capitaines annoteront les captures effectuées, ainsi que les mouvements d'embarquement et de débarquement prévus dans le dit journal.

La présentation aux autorités de l'Etat, au moment du débarquement des captures aux ports, de la déclaration de débarquement prévu dans le paragraphe précédent.

L'armateur doit se conformer à toutes les dispositions de la présente autorisation, conformément aux normes en vigueur.

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
Contrôles du ressort de l'État de pavillon	Navires autorisés (13/02) Il existe une liste des navires autorisés : Oui	Les informations pour la Liste des navires autorisés ont été transmises au Secrétariat: Non	Non	Non	Non	Non	Non
		Modèle de l'autorisation officielle de pêche en dehors de la juridiction nationale ont été transmises au Secrétariat: Non					Non
	Plan de développement des flottes (PDF) et capacité de pêche (03/01, 06/05, 07/06, 09/02, 12/11) Il existe un PDF : Pas applicable Il existe un système de suivi de la capacité : Pas applicable	Un PDF a été transmis à la Commission en:	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>
		Capacité vérifiée des flottes thonières ciblant les thons tropicaux, en 2006, déclarée en:	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>
		Capacité vérifiée des flottes thonières ciblant l'espadon et le germon, en 2007, déclarée en:	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>
	Navires en activité (10/08)	Liste des navires en activité transmise au Secrétariat de la CTOI pour:	Non	Non	Non	Non	Non
	Contrôle des navires domestiques (13/02) Il existe un système d'inspection des navires nationaux : Oui	Tous les documents étaient présents à bord lors des inspections des navires (Licence, permis, autorisation de pêche, certificat d'immatriculation et journal de pêche) :	Non	Non	Non	Non	Non
		Tous les navires sont marqués (spécifications de la FAO sur le marquage et l'identification des bateaux de pêche) :	Non	Non	Non	Non	Non

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
		Les engins de pêche passifs sont marqués:	Non	Non	Non	Non	Non
		Les dispositifs de concentration de poisson sont marqués avec la(es) lettre(s) et/ou le(s) numéro(s) du navire :	Non	Non	Non	Non	Non
	Système de surveillance des navires (06/03, 12/13) Il existe un programme de suivi des navires par système de surveillance des navires par satellite : Oui	Niveau de couverture des flottes domestiques par SSN :	En totalité	En totalité	En totalité	En totalité	En totalité
		Un rapport d'activité sur le programme de SSN et sur les défaillances techniques a été transmis au Secrétariat de la CTOI:	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Un résumé des relevés SSN pour la fermeture spatio-temporelle a été transmis:		Non	Non	Non	Non
	Transbordement (12/05) Il existe un système de suivi des transbordements en mer : Pas applicable Il existe un système de suivi des transbordements au port : Oui	Les transbordements en mer sont :	Interdits	Interdits	Interdits	Interdits	Interdits
		Une liste des navires transporteurs qui sont autorisés à recevoir des transbordements en mer a été transmise:	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Un rapport exhaustif évaluant le contenu et les conclusions des rapports des observateurs a été transmis :	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Les réponses aux possibles infractions ont été transmises au Secrétariat de la CTOI:	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Le rapport des détails des transbordements au port a été transmis au Secrétariat de la CTOI:	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
	Application par les	L'utilisation des grands filets maillants dérivants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Questionnaire CTOI sur l'application

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
	navires nationaux (06/01; 11/02, 11/03, 12/09, 12/12, 12/13)	en haute mer dans la zone de compétence de la CTOI est interdite depuis:					
	Il existe un système de suivi de l'application par les navires nationaux : Oui	Des mesures légales et administratives nécessaires à l'application de la fermeture spatio-temporelle ont été mise en œuvre :		x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>
		La capture / le stockage de requins-renards est interdit depuis:		x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>	x <input type="checkbox"/>
		Nombre d'infractions relevées:	0	0	0	0	0
		Nombre de cas déclarés au Secrétariat de la CTOI:	0	0	0	0	0
	Données scientifiques (05/05, 10/02, 10/06, 13/03, 12/04, 12/09)	Les statistiques de pêche pour les espèces CTOI et les principales espèces de requins ont été déclarées à la CTOI pour :					
	Il existe un système de collecte des données scientifiques : Pas applicable	Captures nominales	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Prises et effort	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Fréquences de tailles	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Requins	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Tortues marines	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Oiseaux de mer	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Les informations sur les Requins	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable

Questionnaire CTOI sur l'application

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
		travaux scientifiques sur les mesures d'atténuation des captures accidentelles ont été transmises au Secrétariat sur :					
		Tortues marines	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Oiseaux de mer	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Le modèle de livre de pêche officiel servant à enregistrer les données et les informations sur les livres de pêche électroniques ont été transmises au Secrétariat :					Non
	Plan de gestion des dispositifs de concentration de poissons (13/08) Pas applicable	Le plan de gestion des DCPs dérivants a été transmis au Secrétariat de la CTOI:					Non
	Programme Régional d'Observateurs (11/04)	Il existe un programme d'observateurs :		Oui	Oui	Oui	Oui
		Les rapports d'observateurs ont été transmis au Secrétariat		Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
	Programme de document statistique sur le patudo (01/06, 03/03)	Des patudos furent exportés :	Non	Non	Non	Non	Non
	Il existe un système de suivi des importations, exportations et réexportations de patudo : Pas applicable	Le rapport annuel a été transmis :	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
		Des patudos furent importés :	Non	Non	Non	Non	Non

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
		Des patudos furent réexportés :	Non	Non	Non	Non	Non
		Les informations sur les institutions et les personnes accréditées ont été transmises au Secrétariat:	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Contrôle des activités des navires étrangers par les états riverains de la CTOI	Programme d'inspection au port (05/03, 10/11, 11/03) Il existe un système pour suivre les activités des navires de pêche étrangers faisant escale dans vos ports : Oui	La liste des ports désignés, des autorités compétentes et les périodes de notification préalable ont été transmises au Secrétariat:	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable	Pas applicable
		Nombre de navires étrangers ayant fait escales dans vos ports :	X	X	X	X	X
		Nombre de navires étrangers inspectés :	X	X	X	X	X
		Nombre de navires étrangers dont les débarquements ou transbordements ont été suivis :	X	X	X	X	X
		Nombre de rapports d'inspection des navires étrangers transmis au Secrétariat de la CTOI:	X	X	X	X	X
		Nombre de plaintes contre des navires de pêche étrangers pour violation des lois et règlements sur la pêche des CPC riveraines :	X	X	X	X	X
		Nombre de cas déclarés au Secrétariat :	0	0	0	0	0
		La liste des navires étrangers qui ont débarqué et le détail des captures ont été transmis au Secrétariat de la CTOI :	Non	Non	Non	Non	Non

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
	Navires étrangers attributaires de licence (13/07)	Des navires étrangers sont attributaires de licences :	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Il existe un système de suivi des licences accordées aux navires étrangers opérant dans vos eaux nationales : Oui	Des accords CPC/CPC existent et les informations sur les accords ont été transmises à la Commission:	Non	Non	Non	Non	Non
		Les informations sur les navires étrangers attributaires de licences ont été transmises au Secrétariat de la CTOI :	Non	Non	Non	Non	Non
		Le modèle de la licence de pêche officielle de l'État côtier et les informations de la licence de pêche ont été transmises au Secrétariat de la CTOI :					Non
Contrôles du ressort de l'État de marché	Mesures relatives aux marchés (10/10) Il existe un système de suivi des importations de thons en provenance de la zone CTOI: Oui	Les informations sur les importations, les débarquements ou les transbordements des thons et des espèces apparentées ont été recueillis et transmises à la Commission :			Non	Non	Non
Responsabilités de toutes les CPC	Contrôle des ressortissants (07/01, 11/03)	Des ressortissants ont-ils été identifiés comme se livrant à des activités contraires aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI :	Non	Non	Non	Non	Non
	Il existe un système de suivi de vos ressortissants	Des enquêtes ont été conduites sur des ressortissants soupçonnés de s'être livré à des	Non	Non	Non	Non	Non

Questionnaire CTOI sur l'application

CPC concernée : Senegal

Date de déclaration : 14/03/2014

Domaine	Objet (Résolution(s))	Informations fournies par la CPC	2009	2010	2011	2012	2013
	opérant sur des navires étrangers dans la zone CTOI : Oui	activités contraires aux mesures de conservation et de gestion de la CTOI :					
		Des rapports ont été transmis au Secrétariat de la CTOI et aux CPC concernées sur les actions prises à l'issue de ces enquêtes :	Non	Non	Non	Non	Non